

## Postface refusée pour le livre de Victor Alba

**Texte refusé par les éditeurs [mars 2024] de :** Víctor Alba *En finir avec les patrons. Les collectivisations de 1936 en Espagne* (traduction de Clément Magnier, Toulouse, Éditions Smolny, 2024. [Traduit de l'espagnol par Clément Magnier ; Préface de Óscar Freán Hernández]

Victor Alba – vainqueur de l'aube ou victoire de l'avenir – (pseudonyme éclairant de Pere Pagès i Elies, 1916-2002) nous donne une description et une interprétation convaincantes des changements économiques survenues dans l'Espagne révolutionnaire de 1936-1939. Comme ce fut son dernier livre, c'est aussi, pourquoi pas, son message ultime. Et je ne peux y apporter que des données économiques et sociologiques globales plus précises.

### Quelques données économiques et sociologiques

Il est habituel et tout-à-fait erroné, chez des universitaires et intellectuels, espagnols ou pas, de réduire l'autogestion dans l'Espagne révolutionnaire à des villages ou des ateliers ayant tout au plus quelques centaines de personnes, assez simples et plus ou moins analphabètes et, qui plus est, anarchistes<sup>1</sup>. C'est ignorer la réalité banale de l'Espagne révolutionnaire et de ses origines proches.

Les trois compagnies privées de chemins de fer en Catalogne et à Barcelone furent unifiées par le syndicat des cheminots en moins d'une semaine sur le plan du matériel, des horaires, des trains (le matériel étant souvent différent), et en modifiant immédiatement l'échelle des salaires les plus bas. Les compagnies de tramways de Barcelone suivirent un peu plus tard une orientation identique.

Une industrie de guerre (blindage de véhicules et fabrications de balles de fusils et de mitrailleuses) fut développée par les ouvriers eux-mêmes dans la région de Catalogne, plus tard à Alcoy et la zone de Valence. C'était à chaque fois une initiative venant de la base, surtout des syndicalistes, sans que leurs étiquettes politiques aient une influence déterminantes (anarcho-syndicalistes, catalanistes, poumistes<sup>2</sup>).

A Barcelone et sa banlieue, puis dans les différentes usines, l'échelle des salaires étaient revue pour augmenter les salaires les plus bas. Les salariés, femmes ou hommes âgés de soixante ans, touchaient leur retraite. L'être humain était la finalité de la société.

---

<sup>1</sup> « anarchiste » : en Espagne entre 1880 et 1960, il y avait environ 90 % d'anarcho-syndicalistes (bien que le terme ne soit apparu que vers 1928). La différence est qu'un groupe anarchiste rassemble des personnes qui acceptent ou s'intéressent aux idées athées, anti étatiques et anti autoritaires. Un groupe anarcho-syndicaliste concerne des travailleurs en faveur de tactiques de lutte contre leur patron et les contremaîtres et, également, en faveur d'une société sans exploitation sociale, qu'elle soit capitaliste ou soviétique. La CNT, Confédération nationale du travail, fondé en 1910, regroupait les anarcho-syndicalistes. Il y avait en juillet 1936 environ un million d'adhérents. La confédération socialiste, UGT Union générale des travailleurs, en avait autant.

<sup>2</sup> « poumiste » : membre du POUM, Parti ouvrier d'unification marxiste. Ce parti, apparu fin 1935, n'avait dans la pratique aucun rapport avec Trotski et il considérait que l'URSS n'avait pas de direction prolétarienne. Il avait environ 50.000 militants. Le Parti communiste, à cause de multiples expulsions, avait 800 militants en 1931 et il prétendait avoir 100.000 adhérents en juillet 1936 (*Historia del Partido Comunista de España*, Paris, Varsovie, 1960, pp. 68, 111). Il avait sans doute la moitié.

Dans une entreprise fonctionnant selon le modèle capitaliste, on attendrait d'abord que les bénéfices équilibrent les coûts pour procéder à des « largesses » sociales.

La mentalité des travailleurs avait alors abandonné les fondements de l'exploitation de l'homme par l'homme. Et, tout naturellement, chaque entreprise créait des bibliothèques et se souciaient de résoudre l'analphabétisme.

Dans la région de Valence, spécialisée dans les agrumes, dès septembre 1936, cinq ou six semaines après le putsch, les deux confédérations syndicales ouvrières anarcho-syndicaliste et socialiste collectivisèrent l'exportation des oranges. Les syndicalistes réquisitionnaient et regroupaient environ 100.000 paysans, plus leurs familles. Le nouvel organisme portait le nom de CLUEA (Comité levantin – la zone de Valence – unifié d'exportation d'agrumes). Les syndicalistes réorganisaient l'ensemble de l'économie : depuis la cueillette jusqu'aux circuits de distribution à l'étranger.

L'exportation des agrumes était une source de revenus en devises pour l'économie, avec des minerais dans le Pays Basque, du mercure en Castille, etc., de ce qui demeurait de la II République espagnole.

Il était impossible de se servir des engrenages établis depuis des années. Pour l'exportation, un des marchés principaux, l'Allemagne, 20 %, était interdit. Car le gouvernement nazi appuyait les putschistes. La Grande Bretagne et la France, 55 %, diminuaient leurs achats à cause de la guerre en cours. Il fallut improviser et l'aide des anarcho-syndicalistes suédois fut importante.

La collectivisation, l'autogestion, englobaient des unités économiques fort différentes organisées régionalement par des syndicats ou par des syndicalistes. Les dirigeants patronaux avaient souvent abandonné leurs entreprises pour passer du côté des putschistes. C'était un conglomérat uni par des liens historiques profonds entre le catholicisme, la droite et l'armée. Cette union politique avait la conviction que leur richesse et leur pouvoir étaient indispensables et que le putsch était donc justifié.

Le gouvernement républicain était divisé entre le maintien du capitalisme, enrobé de laïcité et de paternalisme par une bourgeoisie – surtout basque et catalane –, et la mise sous tutelle des syndicats et de l'économie autogérée. Cette vision concernait également la guerre civile, l'armée étant majoritairement putschiste, sauf une partie de la marine et de l'aviation, le gouvernement devait compter sur les milices de volontaires mal armées et ayant ouvertement une position anti capitaliste et, par conséquent, anti bourgeoise.

L'autogestion était donc tolérée, mais financée chichement et à contrecœur par le gouvernement. L'aide militaire de l'URSS fut acceptée aveuglement par les politiciens. En effet, environ 80 % de l'or se trouvant en Espagne fut envoyé en URSS, sans exiger de contrôle technique en échange. Plus grave encore, pour des politiciens théoriquement adultes, l'or fut envoyé en une fois, sans aucun échelonnement !

Bien entendu, cet envoi fut clandestin mais les putschistes l'apprirent vite. Cependant les collectivistes ne le savaient pas et ils étaient persuadés que la victoire était possible et le socialisme aussi.

« Les collectivités n'ont pas été l'œuvre exclusive du mouvement libertaire. Bien qu'elles aient appliqué des principes juridiques nettement anarchistes, elles étaient souvent la création spontanée de personnes éloignées de ce mouvement (« libertaires » sans le savoir). La plus grande partie des collectivités de Castille et d'Estrémadure ont été l'œuvre de paysans catholiques et socialistes, inspirés ou non par la propagande de militants anarchistes, isolés.

Malgré l'opposition officielle de leur organisation, beaucoup de membres de l'UGT (Union générale des travailleurs) sont entrés dans les collectivités ou les ont organisées ; et aussi des républicains sincèrement désireux de réaliser la liberté et la justice. »<sup>3</sup>

Combien de personnes participèrent à l'autogestion ?

Les données viennent principalement de la CNT. L'UGT actuelle, ne tenant pas à présenter son histoire entre 1934 et 1939 pour demeurer néo libéralement correcte, ne fournit pas aisément de chiffres concrets.

Andalousie : le chiffre minimum de collectivités est de 120 et le maximum de 300, en prenant une moyenne de 210 avec 300 personnes dans chacune, nous aurions 63.000 personnes.

Aragon : le chiffre de 450 collectivités avec 300.000 habitants est acceptable. En outre, l'UGT avait une certaine force, avec 31 collectifs à Huesca.

Santander et Cantabrie : des chiffres, bien que minimaux, peuvent être retenus : une centaine de collectifs et 13.000 personnes. Pour les Asturies, nous n'avons presque rien.

Catalogne : il y eut au minimum 297 collectivités agricoles et au maximum 400. Si nous prenons 350 avec 200 personnes en moyenne, nous avons 70.000 membres. Pour l'autogestion industrielle, vu la loi sur les collectivités, l'ensemble des ouvriers était concerné, mais le chômage était important. En prenant 80 % des 700.000 ouvriers qu'il y avait dans la province, nous aurions 560.000 personnes, c'est-à-dire, avec la famille, un minimum de 1.020.000.

Castille et centre du pays : 240 collectifs agricoles avec 22.664 familles, soit un minimum de 67.992 personnes ; et sans doute autant de collectifs ugétistes (comprendre socialistes) avec autant de membres. Il y aurait donc environ 176.000 personnes impliquées dans l'autogestion agricole. De nombreuses collectivités industrielles existaient dans la capitale et certaines villes ; un minimum de 30.000 personnes paraît logique.

Estrémadure : le chiffre de 30 collectifs avec 200 personnes, soit 6.000, doit être un maximum pour la CNT et aussi l'UGT.

Levant : notre estimation actuelle est de 503 collectifs au minimum dans l'agriculture, touchant 130.000 personnes. Dans l'industrie, le chiffre minimum et hypothétique de 30.000, comme en Castille, semble raisonnable.

Total : 758.000 dans l'agriculture et 1.080.000 dans l'industrie, ce qui nous donne, par conséquent, 1.838.000, chiffre minimum.

Les fronts ont évolué entre fin juillet 1936 et fin mars 1939, mais, globalement, les groupements économiques collectifs sont demeurés assez stables. C'était logique car les hommes étaient sur les fronts et, par conséquent, l'économie agricole et industrielle a surtout été assurée par les femmes, les enfants et les retraités. De plus, la virulence des arguments critiques pour et contre l'autogestion a fait que les travailleurs à l'arrière des fronts demeuraient à leur poste et assuraient ainsi la poursuite du combat anti fasciste.

Il faut préciser le rôle des femmes en insistant sur un groupe en particulier : *Mujeres Libres* (femmes « libres », dans le sens d'émancipées socialement). Créé en avril 1936 par quelques dizaines de travailleuses anarchosyndicalistes, ce groupe, dont les animatrices étaient une avocate, une médecin et une standardiste-poétesse, visait la révolution sociale et évitait de s'enfermer dans des sigles connus (anarchiste, communiste, socialiste).

---

<sup>3</sup> Leval Gaston, *Né Franco né Stalin. Le collettività anarchiche spagnole nella lotta contro Franco e la reazione staliniana* [Ni Franco ni Staline. Les collectivités anarchistes espagnoles dans la lutte contre Franco et la réaction stalinienne], Milan, Istituto Editoriale Italiano, 1952, p. 315.

Une des fondatrices, Lucía Sánchez Saornil, avait écrit auparavant dans un quotidien de la CNT tirant à 30.000 exemplaires, en septembre 1935 « [...] si la CNT a environ un million d'adhérents] Ne devrait-elle pas avoir au moins un autre million de sympathisants parmi les femmes? [...] J'ai vu de nombreux foyers, non pas de simples membres de la Confédération, mais d'anarchistes (?!), dirigés d'après les plus pures normes féodales. »

Deux réussites démontrent l'efficacité de *Mujeres Libres*. D'abord le combat contre la prostitution et la réinsertion de prostituées pendant la guerre 1936-1939, aspect presque ignoré par toutes les tendances politiques y compris celle ayant des figures féminines célèbres : Dolores Ibárruri (dite *la Pasionaria*) pour les communistes pro URSS, Federica Montseny pour les anarchistes et Margarita Nelken pour les socialistes.

Ensuite, on constate le rapidité du recrutement dans les rangs des travailleuses révolutionnaires : 28.000 adhérentes (chiffres du I Congrès national, le 20 mai 1937). Alors que le patriarcat dominait la société espagnole et le camp républicain et que les organisations féministes de gauche ne faisaient que répéter des slogans politiques et, rarement, revendiquer l'égalité des salaires entre les femmes et les hommes.

L'autogestion a donc été le pilier de l'économie et un symbole révolutionnaire, malgré tous les obstacles, du début à la fin de la guerre, placés par les ennemis de l'autogestion (franquistes déguisés et saboteurs tout azimut, les communistes et leurs conseillés soviétiques étant souvent en tête).

Pourquoi la classe ouvrière espagnole était-elle si socialiste en 1936 ?

En 1936 la classe ouvrière française avait mené une énorme série de grèves et d'occupation d'usines sans montrer de volontés réelles de changer la société capitaliste. Ni la CGT d'alors ni le PC, ni la gauche en général, n'envisageaient d'autres voies que la démocratie capitaliste ou celle de la politique de l'URSS.

En octobre 1934, le parti socialiste lança un mouvement révolutionnaire nationale, qui à cause des dissensions internes, fut limité aux Asturies (région de mineurs) où la CNT et l'UGT, bien implantées, étaient unies pour préparer cette insurrection qui fut réprimée militairement par la II République. Ce fut aussi le cas pour les mouvements uniquement anarchosindicalistes, tout aussi divisés, en 1932 et deux fois en 1933. »

« La monnaie est abolie, il règne un communisme de guerre complet. La distribution des marchandises est dirigée par les comités ouvriers qui impriment des feuilles de papier valables pour un kilo de pain, etc. La vente des boissons alcoolisées est interdite<sup>4</sup>. »

« L'ordre révolutionnaire s'élabore sur tous les terrains, l'argent est supprimé. Chaque famille pourra acquérir une certaine quantité d'aliments selon le nombre d'individus qui la composent<sup>5</sup>. »

Ces témoignages de l'époque démontrent la vision anti capitaliste d'une grande partie des travailleurs de l'Espagne. Aux Asturies, leur slogan était « UHP » [Union des frères prolétariens] et il devint un appel révolutionnaire dans toute l'Espagne avant et durant le putsch militaire et catholique de 1936-1939.

---

<sup>4</sup> Conze Edward *Spain to-day 1936 Revolution and Counter-revolution* Londres, 1936, p. 100.

<sup>5</sup> Maurín Joaquín *Revolución y contrarrevolución en España 1935*, p. 226.

Il est donc normal que l'autogestion ait été accompagnée en Catalogne d'une réforme de l'enseignement qui suivait en partie la pédagogie de Francisco Ferrer Guardia, anarchiste et franc-maçon, fusillé le 13 octobre 1909 par la monarchie espagnole.

Et en décembre 1936, la Catalogne eut une loi sur l'avortement élaborée par le ministre de la Santé Pedro Herrera (cheminot) et Martí Ibáñez (médecin), anarchosindicalistes. Malheureusement elle ne fut pas du tout adoptée par la République.

Cet esprit autogestionnaire et anti capitaliste a eu trois effets indirects qui, à mon avis, méritent d'être rattachés à l'Espagne révolutionnaire et à l'action des « collectivisateurs ».

Le jugement sur la révolution espagnole, durant cette révolution, exprimé par le groupe *Mujeres Libres* [Femmes libérées] en septembre 1936. « L'entreprise la plus urgente à réaliser dans la nouvelle structure sociale est de supprimer la prostitution. Avant de nous occuper d'économie ou d'enseignement, dès maintenant, en pleine lutte antifasciste nous devons en finir radicalement avec cette dégradation sociale. Nous ne pouvons pas penser à la production, au travail, à aucune sorte de justice, tant que demeure le pire des esclavages: qui empêche complètement de vivre dignement. »

Le roman de George Orwell *1984* est fondé, en partie, sur son expérience dans l'Espagne révolutionnaire. Orwell fut volontaire dans une milice du POUM en 1936-1937 et il connut la censure de sa pensée dans la presse pro soviétique et la presse anglaise (dite) démocratique. Et que transmet *1984* ? Le totalitarisme existe dans toute société qui bride l'esprit critique, réécrit l'histoire, manipule les médias au nom de la hiérarchie qui la guide vers le futur et qui écarte des conduites prétendument inappropriées.

Un des derniers textes de Solidarnosc, avant le coup d'État militaire de décembre 1981 en Pologne, rappelait : « Le doute quant aux capacités de la classe ouvrière polonaise et de la société civile de s'organiser cache la soumission au pouvoir bureaucratique. En 1936, après que les masses populaires eurent écrasé la rébellion franquiste, et après la fuite des patrons qui lui étaient liés, en Catalogne, et également dans d'autres régions d'Espagne, les syndicats et les comités ouvriers ont pris en main et socialisé la majorité des entreprises industrielles, commerciales et de transport<sup>6</sup>. »

C'est, sans aucun doute, la manière la plus sensée aujourd'hui de tirer des leçons de l'autogestion de l'Espagne révolutionnaire.

La « soumission » sur les lieux de travail et ceux de la culture est synonyme de décérébration, d'esclavage mentale. Arriver à voir, comme *Mujeres Libres*, cet autre esclavage qui persiste dans la prostitution, c'est aussi aller à l'essentiel. C'est le refus, au quotidien, de la « normalité » de la soumission aux préjugés religieux et chauvins, aux « normes féodales » ...

---

<sup>6</sup> Kowalewski Zbigniew M., *Samizdat* 82, Lausanne, p. 35.